

ÉCONOMIE | PAYS DE BREST

SECOND SEMESTRE 2025 :

UNE DÉGRADATION QUI SE CONFIRME

#143 | Juin 2026

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 2^d semestre 2025

(Évolution par rapport au 2^d semestre 2024)

les  les 



46 % des chefs d'entreprises déclarent une baisse du chiffre d'affaires au 2^d semestre 2025 (+2 points par rapport au 2^d semestre 2024)

Source : CCI Finistère, Adeupa

101 salariés privés en moins (-0,1 %)

Source : Urssaf



118 procédures collectives (+24 % en un an)

Source : Capfinancials



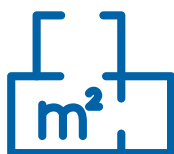
En hausse :

- Hôtellerie restauration
- Services administratifs et de soutien



En baisse :

- Autres services
- Commerce, transport, entreposage



93 721 m² autorisés en immobilier d'entreprise

+29 % en un an

Source : SDES Sit@del2

1 149 logements autorisés

+86 % en un an

Source : SDES Sit@del2



6,7 % de taux de chômage au 4^e trimestre 2025 dans la zone d'emploi de Brest +0,7 point sur un an (6,4 % en Bretagne)

Source : Insee



32 639 demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C +5,5 % en un an (+4,6 % en Bretagne)

Source : Drets Bretagne

En résumé

Au second semestre 2025, le contexte économique global est toujours marqué par un ralentissement de l'activité, des incertitudes géopolitiques persistantes et une confiance dégradée des ménages comme des chefs d'entreprise. Dans cet environnement les signaux de fébrilité observés au premier semestre dans le pays de Brest se confirment et s'amplifient en fin d'année. La conjoncture locale se caractérise par une dégradation de la majorité des indicateurs économiques, traduisant une phase de fragilisation plus marquée, où les tensions sur l'emploi et le tissu productif prennent le pas sur les dynamiques de croissance antérieures.

Cette évolution se matérialise par une hausse marquée des défaillances d'entreprises, un léger recul de l'emploi salarié privé et une détérioration du marché du travail, avec une progression du taux de chômage et du nombre de demandeurs d'emploi. Dans un climat d'attentisme et de visibilité réduite à court terme, quelques signaux plus favorables subsistent néanmoins, notamment un rebond des permis autorisés, tant pour le logement que l'immobilier d'entreprise.

Activité économique

Un climat des affaires peu porteur pour les entreprises du bassin de Brest

Le second semestre 2025 s'inscrit dans la continuité du premier, avec des indicateurs traduisant la poursuite du ralentissement de l'économie bretonne. La situation demeure fragile, dans un contexte international et national peu porteur. Dans ce cadre, les soldes d'opinion relatifs au chiffre d'affaires, à la rentabilité, à l'investissement et à l'emploi restent négatifs.

La situation des chefs d'entreprise du bassin de Brest apparaît globalement alignée sur la trajectoire régionale. Au cours des six derniers mois de l'année, 46 % des dirigeants déclarent un recul de leur chiffre d'affaires, une proportion stable par rapport au semestre précédent et comparable au niveau observé à l'échelle bretonne. Le secteur du commerce demeure le plus affecté, avec 54 % des entrepreneurs faisant état d'une baisse de leur activité. Ce contexte dégradé se reflète également dans la rentabilité des entreprises, en repli sur la période.

Les dirigeants brestois sont aussi plus nombreux à déclarer une contraction des effectifs, traduisant une stratégie d'adaptation face à un environnement incertain et à la dégradation des marges. À l'inverse, si le solde d'opinion relatif aux investissements demeure négatif, l'indicateur se stabilise au second semestre, après une légère reprise observée en début d'année 2025. Cette dynamique s'inscrit dans une tendance plus large, observée également aux échelons régionaux et nationaux.

Les perspectives pour les six premiers mois de l'année 2026 restent orientées à la baisse, dans un contexte d'incertitudes persistantes, qui continue de limiter la visibilité et la capacité de projection des acteurs économiques.

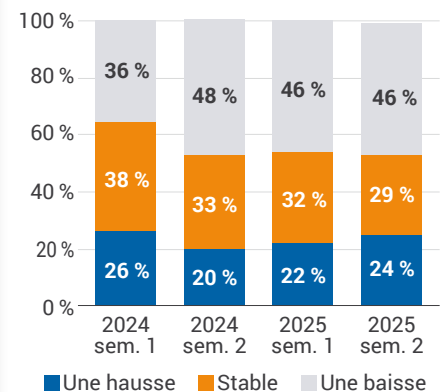
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CONTENUE FACE AUX CHOCS GÉOPOLITIQUES



Le début de l'année 2026 s'inscrit dans un environnement international fortement incertain, marqué par la persistance des tensions géopolitiques et l'émergence d'un nouveau conflit au Moyen-Orient, aux conséquences sensibles sur les marchés de l'énergie. Dans ce contexte particulièrement instable, la Banque de France anticipe une résilience modérée de l'économie française au premier semestre, qui constituerait la phase la plus dynamique de l'année, avant un ralentissement progressif lié au choc énergétique. La croissance annuelle du PIB est ainsi projetée à 0,9 % en 2026 dans le scénario central.

Les tensions géopolitiques se traduisent par un regain inflationniste, principalement porté par l'énergie. La consommation des ménages resterait un soutien positif mais limité à la croissance, freinée par un taux d'épargne élevé et l'érosion du pouvoir d'achat. À l'inverse, l'investissement des entreprises progresserait en début d'année, soutenu par certains secteurs stratégiques. L'investissement des ménages se stabiliserait dans l'immobilier, malgré des conditions de financement encore contraignantes.

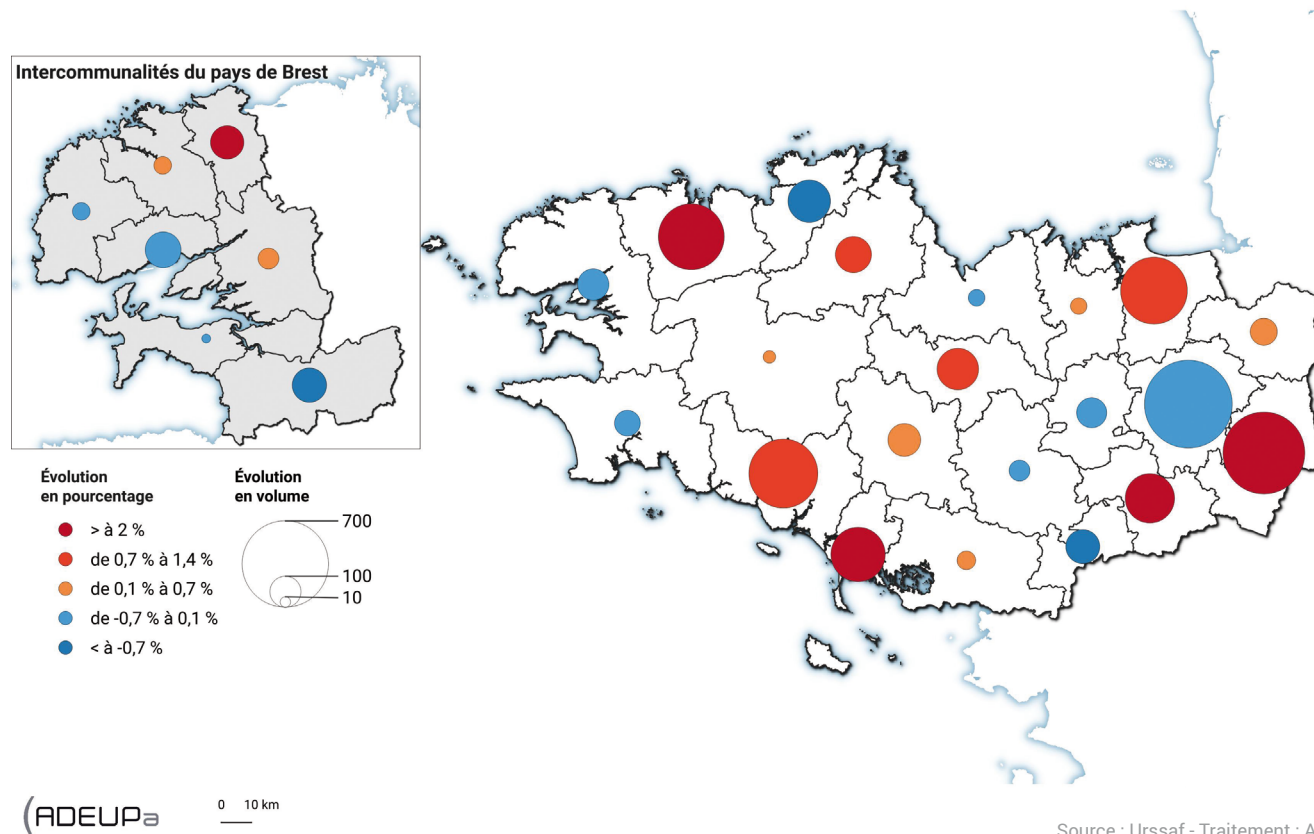
Figure 1 - Évolution du chiffre d'affaires des entreprises du bassin de Brest



Source : Tableau de bord, conjoncture économique du bassin de Brest, 2^e semestre 2025

Emploi salarié privé : un premier retournement après une période de croissance

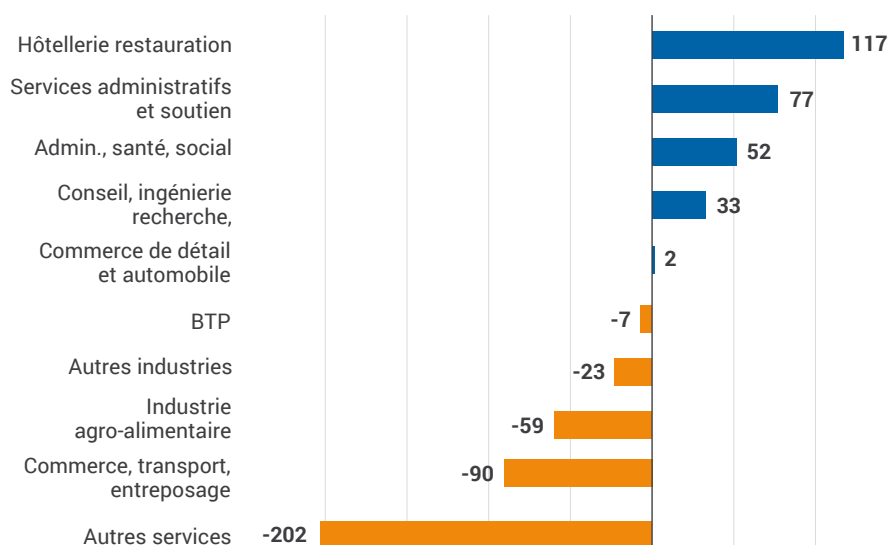
Figure 2 - Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4^{es} trimestres 2024 et 2025



Les signaux d'essoufflement de l'emploi salarié privé observés au premier semestre au sein du pays de Brest se confirment, après une période de forte dynamique constatée depuis 2020. En effet, le territoire enregistre un léger retournement à la baisse, avec 101 emplois de moins (-0,1 %) au second semestre 2025. Cette évolution est proche de la tendance régionale, où l'emploi stagne également (+0,2 %). La CC de Lesneven Côte des Légendes tire son épingle du jeu, avec une hausse de 115 emplois (+2,5 %). À contrario, la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay enregistre le recul le plus marqué de la région (-2,7 %, soit une perte de 122 emplois). Les autres intercommunalités se caractérisent par une relative stabilité.

Sur le plan sectoriel, l'hôtellerie-restauration poursuit sa progression (+1,7 %, soit 117 emplois supplémentaires), en dépit d'une hausse des défaillances dans ce secteur. À l'inverse, d'autres activités, déjà fragilisées au 1^{er} semestre, perdent à nouveau des emplois : l'industrie agro-alimentaire perd 1,4 % de ses effectifs, les autres services (banques, assurances, filière numérique, activités immobilières, culturelles, sportives, etc.) en recul de 1,2 % et le commerce, transport, entreposage (-0,9 %).

Figure 3 - Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les 2^{es} semestres 2024 et 2025 dans le pays de Brest



Source : Urssaf

Un rebond des autorisations de locaux d'activité, porté par quelques grands projets

La fin d'année 2025 marque un rebond de l'immobilier d'activité dans le pays de Brest. Au second semestre, 93 721 m² de locaux d'activité ont été autorisés, soit une progression de 29 % par rapport à la même période en 2024. Comme en début d'année, cette hausse est largement portée par les équipements et locaux destinés aux services publics, qui atteignent leur plus haut niveau depuis dix ans avec 44 600 m² (+88 %). Ils représentent à eux seuls près de la moitié des surfaces autorisées sur le semestre. On note également une progression significative des surfaces dédiées aux commerces (+95 %) et à l'industrie (+30 %). À l'inverse,

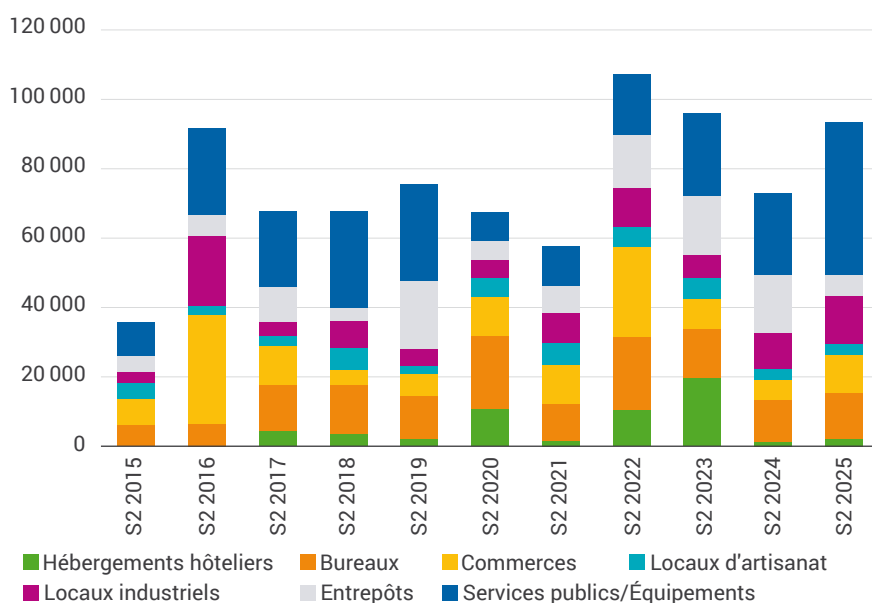
les surfaces autorisées pour les entrepôts reculent fortement (-63 %), atteignant leur niveau le plus bas depuis 2020. Les évolutions restent plus modérées pour les autres typologies de locaux

Le projet le plus conséquent du semestre se situe sur la commune de Guipavas, dans le secteur du Froutven. En effet, le permis de construire du futur stade Arkéa Park de 15 000 places a été signé en décembre 2025. S'étalant sur une emprise de 39 000 m², il s'agit du plus important permis accordé dans le pays de Brest au cours des dix dernières années. Le projet ne se limite pas au stade et prévoit également une offre diversifiée de services et d'activités (bureaux, restauration, crèche, loisirs, etc.). Toutefois, la construction de cet équipement sportif métropolitain demeure à ce stade suspendue, dans l'attente d'une décision du tribunal administratif, en raison des recours engagés par plusieurs associations environnementales.

À Châteaulin, sur la zone d'activité de Penn ar Roz, l'entreprise Breizelec prévoit d'étendre son site. Spécialisée dans la réparation et la conception de cartes électroniques pour le secteur agricole, elle envisage un quasi-doublement de sa surface actuelle. Ainsi, un permis de 5 500 m², majoritairement dédié à des activités industrielles, a été accepté. Cet investissement de 10 M€ vise à accompagner la forte croissance enregistrée par l'entreprise ces dernières années.

Un autre permis de plus de 5 000 m² concerne le nouveau siège social de la Scarmor à Landerneau. C'est dans la zone de Bel-Air, à proximité des anciens bureaux, que la centrale d'achat des magasins Leclerc de l'Ouest breton va construire son nouveau siège social, en remplacement des anciens locaux, vieux de près d'un demi-siècle. Les travaux ont démarré en janvier 2026, pour une livraison espérée à l'été 2027.

Figure 4 – Surface de locaux d'activité autorisée (en m²) au 2^d semestre dans le pays de Brest



Source : SDES Sit@del

Aéroport Brest Bretagne : fréquentation en léger recul

Après une hausse de près de 16 % en 2024, le trafic passagers est en recul de 2,8 % en 2025, s'établissant à 913 209 passagers. Cette évolution s'explique en partie par « des ajustements de capacités effectués par les compagnies sur plusieurs liaisons structurantes, notamment vers Paris CDG, Marseille, Lyon et la Corse », selon la direction de l'aéroport Brest Bretagne.

La baisse du trafic passagers vers Paris CDG se poursuit (-1,6 % en 2024 et -8,8 % en 2025). Le trafic vers les autres destinations nationales s'inscrit aussi en baisse de 5 %. Il est ainsi en recul de 40 % vers Ajaccio, l'offre étant moins importante à partir de septembre par rapport à l'année 2024. La suspension de la ligne vers Bordeaux en mars 2025 a réduit le trafic de 89 %. Vers Lyon et Marseille, le nombre de passagers a diminué de 15,4 % et 12,7 %. Enfin, les plus belles progressions ont été enregistrées vers Strasbourg (+363,4 %) et vers Nice (+41,2 %).

Sur le plan international, le trafic passagers des vols réguliers en dehors de la France a augmenté, avec 17 destinations proposées vers l'Europe (+12,3 %) et 2 vers le Maroc (+1,7 %). Le retour de la compagnie EasyJet proposant des vols vers Londres Gatwick depuis fin juin 2025 a boosté la fréquentation vers Londres (+627,4 %).

- **Mouvements commerciaux** : -4,5 %
- **913 209 passagers** (-2,8 %)

Principaux permis déposés au cours du 2^d semestre 2025 (surface autorisée > 2 400 m²) :



• **Stade Arkéa Park**, rue Alphonse Penaud, Guipavas, 38 949 m² (équipement : sport)



• **Breizelec**, ZA de Penn Ar Roz, Châteaulin, 5 567 m² (locaux industriels, bureaux)



• **Scarmor**, route du Quinquis-Lec'h, Landerneau, 5 531 m² (bureaux)



• **SCI SMDIBR**, 100 rue Jeanne Chauvin, Brest, 3 191 m² (locaux industriels, bureaux)



• **Iris Promotion**, 80 rue Raouluc, Plouédern, 2 414 m² (commerces)

Port de Brest : un chiffre d'affaires en progression

Avec 2,65 millions de tonnes et 676 navires reçus, les résultats du port de Brest en 2025 sont en recul de 2 % en tonnage, mais restent solides, portés par une progression du chiffre d'affaires de 1,3 %. Cette dernière traduit une amélioration de la valeur générée par les activités du port et la diversité de ses trafics.

Le segment des matières premières agricoles solides affiche une progression significative avec un volume de 815 940 tonnes, en hausse de 7 %. Elle est portée notamment par l'augmentation des importations de graines de soja. Inversement, les huiles végétales enregistrent un recul à l'exportation, conséquence d'une évolution des circuits de distribution vers des débouchés plus locaux, répondant davantage aux besoins des exploitations agricoles françaises.

S'agissant des vrac solides non alimentaires, les exportations de broyats de bois sont en repli, atteignant 37 225 tonnes, notamment en raison d'une météo clémente en Europe du Nord. Toutefois, le tonnage global demeure stable grâce à la dynamique des importations de ciment (80 979 tonnes, soit +10 %), et de sable (291 038 tonnes, soit +2 %).

Si les biocarburants poursuivent leur hausse en volume, la transition progressive du gazole vers l'essence entraîne une diminution du tonnage global de ce segment, qui s'établit à 850 589 tonnes pour l'année 2025.

Les exportations de marchandises diverses reculent à 204 075 tonnes, dans un contexte international plus contraint, marqué par un ralentissement de la demande sur plusieurs marchés clés, tels que les viandes de volailles, les plants de pommes de terre ou la poudre de lait. Malgré des volumes qui demeurent globalement solides sur ces filières, ce repli se traduit par une baisse du trafic conteneurisé, avec 24 000 EVP, soit une diminution de 20 %.

Enfin, l'activité de croisière est également en retrait : le port de Brest a accueilli 16 escales de paquebots, contre 20 en 2024, et 24 377 passagers, contre 29 072 un an plus tôt.

- **Trafic : 2,65 millions de tonnes** sur l'année 2025 (-2 %)

Une activité EMR qui poursuit sa construction

L'activité autour des éoliennes est restée soutenue et a permis d'enregistrer 60 582 tonnes de composants sur le terminal EMR du port. De plus, les éléments du prototype éolien flottant d'Eolink sont prêts pour leur assemblage imminent.

Une activité de réparation navale civile consolidée

Le port conforte sa position sur le secteur de la réparation navale avec 51 navires traités et près de 10 000 heures de travail des grues, notamment grâce à l'activité de la FR1¹, et la réparation de paquebots. Cette activité s'est caractérisée par de très forts pics d'activité. La diversité des navires accueillis (barges, rouliers, vraquiers, câbliers ou navires dédiés à l'installation des parcs éoliens), témoigne de la capacité d'adaptation de la place bretonne aux évolutions de la demande.

- **51 navires traités en 2025** (contre 55 en 2024)
- **9 810 heures de grues en 2025**, soit -20 % par rapport à 2024

Envolée des défaillances d'entreprises : un niveau record depuis 10 ans

Côté défaillances d'entreprises en France, un nouveau seuil a été franchi, avec près de 70 000 procédures enregistrées en 2025. L'effet de rattrapage post-Covid, qui avait alimenté la hausse des années précédentes, semble aujourd'hui être terminé selon certains observateurs, et cette dégradation s'explique principalement par le contexte économique favorable. La Bretagne et le pays de Brest n'échappent pas à cette détérioration continue. Ainsi, pour la quatrième année consécutive, le pays de Brest voit son nombre de défaillances d'entreprises (procédures de liquidation et de redressement) augmenter. En 2025, la hausse est particulièrement notable :

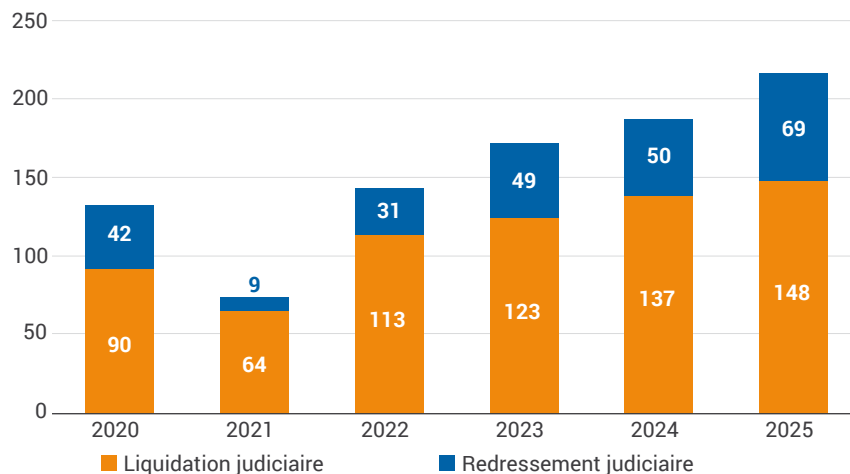
avec 217 défaillances, le territoire subit une dégradation à la fois en volume (+30 défaillances en un an) et en valeur relative (+16 %, contre +8,7 % l'année précédente) et atteint un niveau inégalé depuis 10 ans. Cette augmentation se vérifie à la fois du côté des liquidations judiciaires (+8 %, soit 11 liquidations supplémentaires), mais surtout des redressements judiciaires (+38 %, soit 19 de plus). Au second semestre 2025, la dégradation est encore plus marquée (+24 %).

Le pays de Landerneau-Daoulas et la CC Pleyben-Châteaulin-Porzay apparaissent comme les territoires les plus préservés, avec une remarquable stabilité (respectivement 25 et 12 défaillances en 2025 comme en 2024). À l'inverse, dans le pays des Abers, le nombre de défaillances double (16 en 2025). Celles-ci augmentent également de manière notable dans la CC de Lesneven Côte des Légendes (+56 %), dans le pays d'Iroise (+31 %), ainsi qu'au sein de Brest métropole (+10,6 %).

Sectoriellement, le commerce de détail et de gros apparaît le plus en difficulté, représentant 20 % du total (44 défaillances). L'actualité est notamment marquée par la mise en redressement de 4 hypermarchés bretons à l'enseigne Carrefour en décembre 2025, dont ceux de Plouzané et Saint-Renan. Plus récemment, en mars 2026, c'est le magasin Printemps (rue Jean Jaurès, Brest) qui a fermé définitivement ses portes à la suite d'une liquidation judiciaire. Par ailleurs, l'hôtellerie-café-restauration figure, comme en 2024, parmi les secteurs les plus impactés, avec plus de 40 défaillances. Le BTP est également fortement touché avec 25 défaillances, particulièrement dans le gros œuvre (constructions de maisons individuelles, travaux de maçonnerie et gros œuvre de bâtiment).

1. Grue sur rail d'une capacité de 30 tonnes.

Figure 5 - Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement dans le pays de Brest



Source : CapFi - Traitement Adeupa

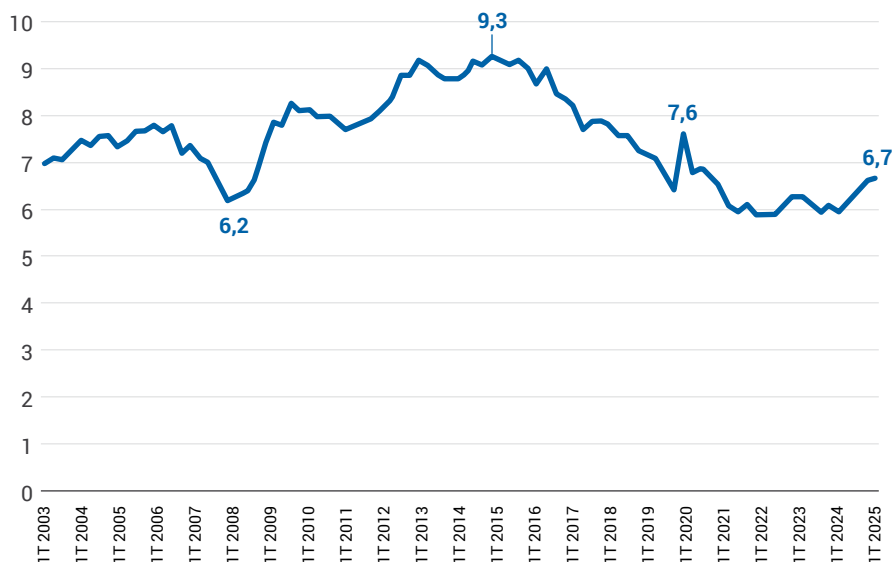
Marché de l'emploi

Taux de chômage : un niveau modéré, mais une nette hausse en un an

Au 4^e trimestre 2025, le taux de chômage s'établit à 6,7 % de la population active dans le pays de Brest. Il augmente de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,7 point par rapport à l'année passée. Ce taux est identique à celui observé à l'échelle finistérienne et légèrement supérieur à celui de la région (6,4 %). Le taux de chômage s'accroît dans 16 des 20 zones d'emplois bretonnes. La zone d'emploi de Brest ne fait donc pas figure d'exception, mais la hausse en un an y est la plus élevée, avec celles de Fougères, Morlaix, Quimper et Rennes.

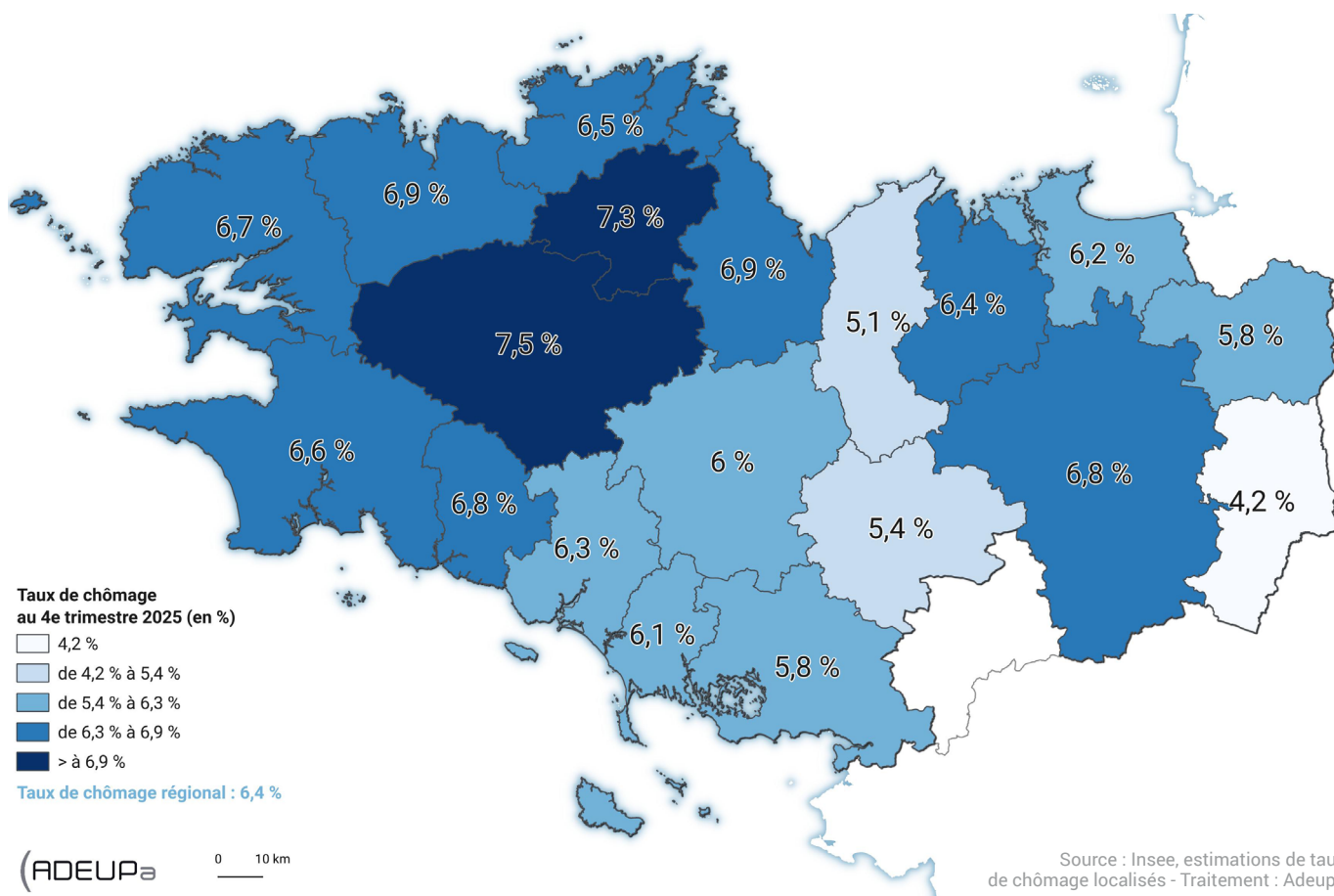
Si le chômage variait peu depuis fin 2021, évoluant sur une trajectoire « en plateau », le rebond observé en cette fin d'année témoigne d'un marché de l'emploi qui se tend encore davantage face à une conjoncture économique nationale qui se dégrade.

Figure 6 – Taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest entre le 1^{er} trimestre 2003 et le 4^e trimestre 2025



Source : Insee - Traitement : Adeupa

Figure 7 – Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2025



Face à la contraction économique, une demande d'emploi en croissance

En résonance avec le rebond observé du taux de chômage, la demande d'emploi progresse nettement au quatrième trimestre 2025 dans le pays de Brest. 17 675 demandeur·euses d'emploi de catégorie A² sont recensés, une progression de 9 % de la demande d'emploi sur un an. Cette tendance est moins favorable que celle observée à l'échelon régional et national (+7,1 % dans les deux cas). Si au cours du premier semestre une certaine dichotomie était observée entre l'est et l'ouest de la région, ce n'est plus le cas à la fin de l'année, les bassins de Rennes et de Brest évoluant dans des trajectoires similaires. Toutes catégories confondues, 32 639 demandeurs et demandeuses d'emploi sont recensés au sein du pays de Brest, soit une hausse de 5,5 % en un an. Cette progression est supérieure à celle observée à l'échelle régionale (+4,6 %) et proche de la dynamique nationale (+4,9 %).

Si les comparaisons doivent être interprétées avec prudence, compte tenu des évolutions réglementaires liées à la loi pour le plein emploi et des nouvelles modalités d'actualisation, les effectifs tendent néanmoins à se rapprocher davantage de la réalité du marché du travail.

De ce fait, la hausse marquée du nombre de demandeurs d'emploi traduit les difficultés actuellement à l'œuvre sur le marché du travail. Après plusieurs années post-crise sanitaire, caractérisées par une dynamique particulièrement favorable et des niveaux d'emploi historiquement élevés, la dégradation de la conjoncture nationale laisse entrevoir une poursuite de la progression de la demande d'emploi à court terme.

2. Demandeurs d'emploi de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans le pays de Brest :

17 675 demandeurs d'emploi de catégorie A

32 639 demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

Les femmes : 8 602

Les chômeurs de plus d'un an : 6 045

Les séniors : 4 112

Les jeunes de moins de 25 ans : 3 404

Les travailleurs handicapés : 2 115

Source : DARES - France Travail, STMT - Traitement Drees Bretagne

IMPACT DE LA LOI PLEIN EMPLOI SUR LES STATISTIQUES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

UNE ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ACTUALISATION

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des modifications dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, ces changements ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Ménages

En France, en avril 2026, la confiance des ménages s'est détériorée, selon l'Insee³. En s'établissant à 84 au début du mois, l'indicateur synthétique recule de 5 points en un mois, s'éloignant fortement de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025). Ce repli marqué constitue la plus forte baisse depuis mars 2022 et le début de la guerre en Ukraine.

Dans le même temps, l'opinion des ménages concernant leur situation financière personnelle diminue nettement. Le solde d'opinion relatif à leur situation financière future perd sept points, quand celui relatif à leur situation financière passée perd six points. En parallèle, l'opinion des ménages concernant leur capacité d'épargne, actuelle comme future, diminue de nouveau.

Cette dégradation de l'ensemble des indicateurs s'explique notamment par le contexte géopolitique international marqué par la guerre au Moyen-Orient, et la crainte d'un possible retour d'une période inflationniste, semblable à l'épisode de 2022, qui avait impacté durablement la santé financière des ménages.

Épargne des ménages : des marges de manœuvre limitées

Dans ce contexte perturbé, les dépôts à vue⁴ des ménages finistériens reculent entre le premier et le second semestre 2025. Malgré ce repli récent, les encours demeurent à des niveaux comparables à ceux observés durant la crise sanitaire, traduisant une normalisation progressive des comportements d'épargne. Cette évolution peut être interprétée comme une forme de désengagement des placements les plus liquides et immédiatement disponibles.

Parallèlement, un recul particulièrement marqué est observé sur les dépôts à terme⁵, produits d'épargne bloqués et orientés vers la recherche de rendement. Après une forte progression continue entre début 2022 et fin 2024, ces encours s'inscrivent désormais dans une dynamique baissière, avec un repli prononcé entre le premier et le second semestre 2025. Cette évolution reflète un déficit de visibilité économique, peu propice aux engagements d'épargne à horizon long.

Le recul simultané des dépôts à vue et des dépôts à terme traduit ainsi une double dynamique : d'une part, une attitude de prudence des ménages, limitant les placements de long terme, et d'autre part, une capacité d'épargne plus contrainte, aucun mouvement de réallocation significatif n'étant observé vers des supports liquides. Ce signal confirme un environnement économique incertain, pesant sur les marges de manœuvre financières des ménages.

3. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future.

4. Compte, livret bancaire disponible à tout moment, sans préavis ni pénalité (exemple : livret A, LEP...).

5. Compte, livret, enveloppe, pour une durée fixée à l'avance, en échange d'une rémunération (intérêt) garantie, bloqué jusqu'à l'échéance, sauf retrait anticipé avec pénalité.

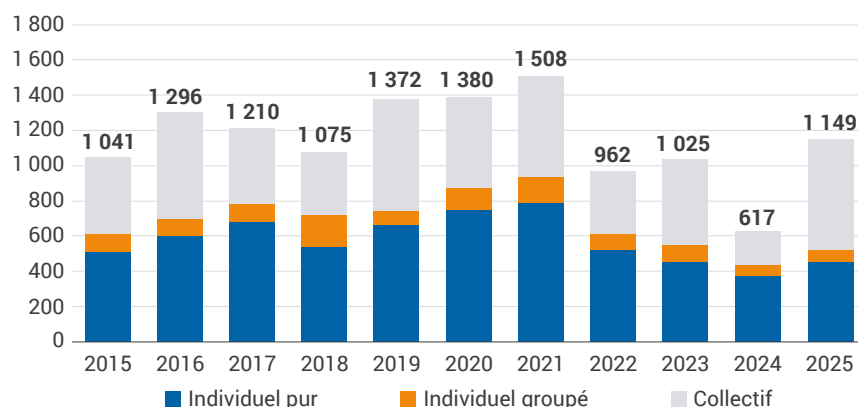
L'habitat collectif reste moteur dans la progression des autorisations de logements

Dans la continuité du premier semestre, le volume de logements autorisés progresse au second semestre, après une année 2024 très calme. Environ 1 150 logements ordinaires ont été autorisés dans le pays de Brest, soit une hausse de 86 % par rapport à la même période en 2024.

Les évolutions diffèrent toutefois selon les typologies. Le segment de l'individuel, qu'il soit pur ou groupé, varie globalement assez peu sur l'année (respectivement 450 et 66 logements autorisés, soit +24 % et -10 %). En revanche, le logement collectif connaît un net rebond au cours du semestre, avec 633 autorisations, soit un volume multiplié par 3,5. Ce niveau constitue un record sur les 10 dernières années.

Le volume de logements autorisés progresse au second semestre 2025, après une année 2024 très calme.

Figure 8 – Nombre de logements autorisés au 2^d semestre dans le pays de Brest



Source : SDES Sit@del - Traitement : Adeupa

Ce semestre, les opérations notables se concentrent en grande partie dans la métropole brestoise, qui comprend neuf des dix plus grandes opérations. La plus importante concerne la future résidence étudiante du quartier de Kerbernier, face aux facultés de sciences et de droit. Portée par Brest Métropole Habitat, la résidence proposera, pour la rentrée 2027, 83 logements d'une surface comprise entre 18 et 23 m². Le bâtiment accueillera également le service de santé universitaire, aujourd'hui situé rue de Lanrédec.

À Plouzané, un permis de construire déposé par le promoteur Nexity, pour 56 logements situés dans le bourg, a été accordé. Deux autres opérations de plus de 50 logements sont engagées dans le pays de Brest. La première se situe à Crozon, dans le secteur de Pralognan-la-Vanoise, où le promoteur Nexity porte un projet de trois immeubles totalisant 55 logements locatifs sociaux. La seconde est localisée à Brest, rue Émile Rousse, dans le quartier de Saint-Pierre. BMH y prévoit la construction d'un bâtiment de 55 logements également.

Pour aller plus loin

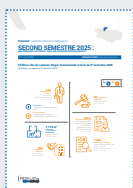
Avec l'Adeupa



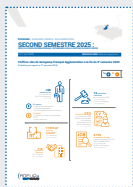
Tableau de bord : [conjoncture économique du bassin de Brest au 1^{er} semestre 2025](#)



Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au [2^d semestre 2025](#)



Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au [2^d semestre 2025](#)



Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au [2^d semestre 2025](#)

Et ailleurs

- Banque de France - tendances régionales : <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-mars-2026>
- Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844>

LES OBSERVATOIRES ÉCONOMIE

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** François Le Pellec, Glen Joncour, Éric Stéphane (CCI Finistère) | **Cartographie :** Julien Florant
Relecture : Magali Can | **Mise en page :** Cubik communication
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : Juin 2026
 ISSN : 2425-9608 | Réf : 26-088 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE